

les choux américains, ce qui a permis aux producteurs de choux de notre pays de vendre leurs produits sur le marché canadien. Voilà des résultats, monsieur le député de Lisgar. Le 11 juin, un décret du conseil imposait un droit de 8 cents la livre sur les carottes. Or, je pourrais continuer ainsi et rappeler tous les décrets qui ont été rendus, tous dans l'intérêt des producteurs de la région que j'ai l'honneur de représenter ici. Je tiens à dire à mon honorable ami que j'ai la bonne fortune de représenter l'une des régions du Canada où l'on s'occupe le plus de la culture mixte, et les producteurs de la circonscription d'Essex-Sud savent gré au Gouvernement de ce qu'il a fait en 1931 comme aussi de ce qu'il se propose de faire en 1932 pour les protéger et leur donner le marché canadien qui, autrement, serait encombré par les produits des Etats-Unis.

M. BROWN: Mon honorable ami voudrait-il maintenant répondre à l'autre partie de ma question et me dire dans quel sens les recettes en ont été modifiées.

M. GOTT: Je répondrai à mon honorable ami que tous les pays qui attachent trop d'importance aux importations sont voués à l'insuccès.

L'hon. M. RYCKMAN: Je suis heureux de constater que j'ai des amis en état de venir à mon aide...

M. GOTT: Je ne faisais qu'exprimer les sentiments des cultivateurs d'Essex-Sud.

L'hon. M. RYCKMAN: Je puis dire à l'honorable député de Lisgar (M. Brown) que nous n'avons reçu aucune plainte. Les producteurs sont satisfaits de ce que nous avons fait et ils espèrent que nous répéterons ce geste cette année. Nos honorables vis-à-vis doivent avoir eu confiance dans cette ligne de conduite parce qu'ils ont fait la même chose. Quant au revenu, il a diminué; mais que mon honorable ami n'oublie pas que le revenu de notre pays peut être favorablement comparé à celui des autres pays. Le chiffre des affaires, naturellement, a été moins considérable, de même que celui du revenu. Je ne crois pas, cependant, que notre pays ait à souffrir beaucoup du fait que les achats et les ventes, commerce bien naturel à un pays, se font à l'intérieur même du pays. Si donc la légère diminution de nos recettes a pu donner du travail aux habitants du Canada et activer les affaires de notre pays je suis satisfait, pour ma part, du résultat obtenu et même de cette réduction de nos recettes. Je ne ferai qu'une autre observation à ce sujet. Je ne vois pas pourquoi ces

questions relatives à la ligne de conduite suivie me sont adressées, à moi. Je veux bien répondre aux questions que l'on me pose, mais je fais de mon mieux pour administrer le département. Quand une question a trait à l'administration de mon ministère, telle la question du bois de construction, je crois alors que l'on peut me demander de donner une explication pour justifier ce que nous avons fait. Si l'on veut nous faire des reproches, très bien. Mais que l'on attende à la dernière minute de la session pour me demander de discuter le programme du Gouvernement,—je dis que l'on ne peut pas exiger cela du ministre du Revenu national. Quoi qu'il en soit, je serai heureux, si cela peut satisfaire les membres de la Chambre, de continuer à faire ma modeste part et à répondre aux questions qui me sont posées.

M. BROWN: Je ne crois pas que le ministre puisse se dégager de la responsabilité de nous exposer les effets de sa propre ligne de conduite.

L'hon. M. RYCKMAN: Si mon honorable ami me permet de le lui rappeler, j'ai répondu à sa question.

M. BROWN: Je l'ai peut-être mal compris, mais j'ai cru l'entendre dire que l'on ne devrait pas s'attendre à ce qu'il réponde...

M. GOTT: Il ne pouvait s'attendre à ce que vous compreniez.

M. BROWN: Voici pour quelle raison j'ai posé cette question. Nous nous rappelons tous que l'on était accoutumé de dire, sous forme de protestation contre l'importation des fruits et des légumes, que lorsque nos fruits et nos légumes canadiens étaient prêts à être vendus, nos concitoyens en avaient perdu le goût et que leur appétit avait été entièrement satisfait. Ces jours derniers, me promenant dans les rues d'Ottawa, j'ai vu les épiceries remplies de fruits et de légumes du sud, tout comme elles l'étaient autrefois, et je me demandais si la ligne de conduite des honorables députés de la droite avait réellement eu sa répercussion sur le commerce. Nous nous souvenons comment le ministre des Chemins de fer allait d'un bout à l'autre du pays protestant contre les millions de dollars de fruits et de légumes qui venaient ici, de l'étranger. Je crois que le chiffre dont il parlait habituellement était 40 millions de dollars. Nous savons tous, naturellement, que cela comprenait toutes sortes de fruits et de légumes qui n'ont jamais été cultivés au Canada. Or, étant donné ce que je vois à Ottawa, aujourd'hui, je